

# Nouvelle-Zélande

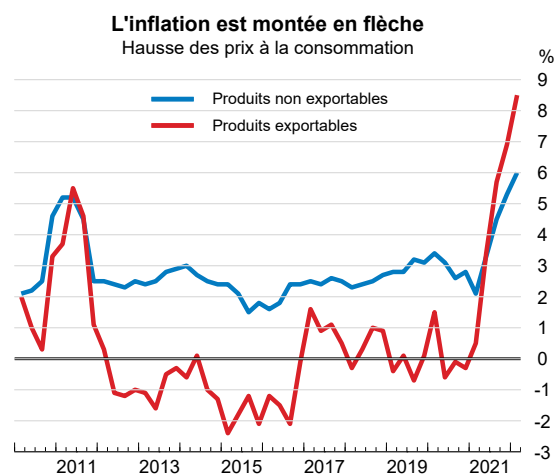
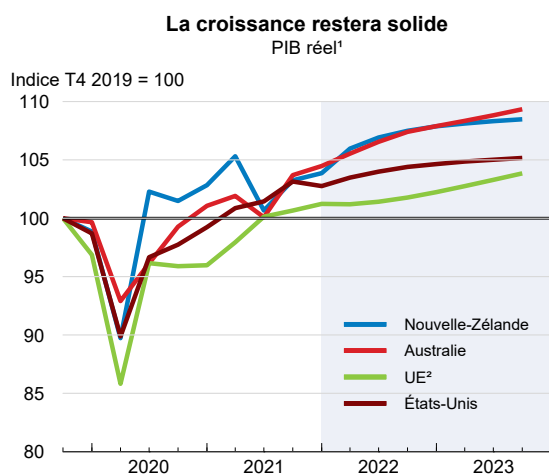
Après avoir atteint 5 % en 2021, la croissance du PIB réel ralentira pour s'établir à 3 % en 2022, puis à 2 % en 2023. Une forte inflation et des taux d'intérêt élevés pèseront sur la consommation privée. La croissance économique ralentira mais restera solide, grâce au rattrapage de la demande non satisfaite durant la vague de contaminations au COVID-19 du début 2022 et au redémarrage du tourisme, à la faveur de la réouverture progressive des frontières. En 2023, l'inflation fléchira mais restera élevée, les entreprises répercutant la hausse mondiale des cours des matières premières sur leurs prix et les travailleurs réclamant des augmentations de salaire.

Il faudrait resserrer davantage la politique monétaire pour ramener l'inflation dans la fourchette cible comprise entre 1 et 3 %. La politique budgétaire devrait être conçue de manière à éviter de concentrer la charge de la stabilisation macroéconomique sur la politique monétaire. Parallèlement, le soutien apporté aux ménages et aux entreprises devrait être soigneusement ciblé sur les plus vulnérables face à l'inflation élevée.

## L'inflation élevée pèse sur l'économie

L'économie néo-zélandaise a été soumise à de grandes fluctuations en raison du COVID-19. La vague de contaminations dues au variant Omicron début 2022 a restreint la mobilité et la consommation privée, bien que le nouveau dispositif de riposte à la crise sanitaire ait évité tout confinement. L'inflation a atteint son plus haut niveau depuis 1990, en raison de fortes tensions sur le marché du travail ainsi que de la persistance des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et du niveau élevé des prix mondiaux de l'énergie. La croissance des salaires s'accélère, le taux de chômage n'ayant jamais été aussi bas (3.2 %) et les pénuries de compétences se généralisant, mais elle reste néanmoins inférieure à l'inflation. Après une envolée record, les prix des logements ont reculé de 4 % depuis novembre 2021. La réouverture progressive des frontières depuis mars 2022 s'est jusqu'ici traduite par un solde négatif des flux migratoires, lequel tient en partie au fait que les travailleurs migrants ayant besoin de nouveaux visas de travail ne pourront entrer sur le territoire qu'à partir de juillet 2022.

## Nouvelle-Zélande



1. Sur la base des dépenses.

2. Pays de l'UE qui sont aussi membres de l'OCDE.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111 ; et Statistics New Zealand.

## Nouvelle-Zélande : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de NZD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009/2010)				
<b>Nouvelle-Zélande</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	302.6	3.3	-0.9	5.0	3.0	2.0
Consommation privée	174.9	3.1	-1.1	6.2	0.8	1.1
Consommation publique	54.8	5.1	6.8	10.2	7.5	1.4
Formation brute de capital fixe	70.8	4.4	-7.0	9.6	6.7	3.6
Demande intérieure finale	300.4	3.8	-1.0	7.8	3.5	1.7
Variation des stocks <sup>1</sup>	2.6	-0.5	-0.8	1.6	0.0	0.0
Demande intérieure totale	303.1	3.2	-1.8	9.5	3.5	1.7
Exportations de biens et services	84.0	2.4	-12.7	-3.0	6.4	5.5
Importations de biens et services	84.5	2.1	-16.1	15.7	8.2	3.7
Exportations nettes <sup>1</sup>	-0.5	0.1	0.9	-4.3	-0.7	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.4	2.2	2.8	3.6	3.4
Indice des prix à la consommation	—	1.6	1.7	3.9	6.6	4.6
IPC sous-jacent <sup>2</sup>	—	1.8	2.2	3.7	5.3	4.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.1	4.6	3.8	3.2	3.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	2.9	5.8	5.2	3.9	2.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.6	-7.3	-4.2	-5.1	-3.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	36.3	42.4	42.6	47.4	50.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.9	-1.1	-5.6	-6.5	-6.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/q93bdn>

Bien que les conséquences directes de la guerre en Ukraine sur l'économie néo-zélandaise soient limitées compte tenu de la faible part de la Russie et de l'Ukraine dans les échanges commerciaux du pays, ses effets indirects via la hausse des prix des carburants et des matières premières, ont rapidement renchéri les coûts des intrants et le coût de la vie, pesant sur la confiance des entreprises et des ménages.

## Les politiques macroéconomiques devraient être mieux coordonnées pour contenir les tensions inflationnistes

L'orientation budgétaire sera expansionniste en 2022 à cause des dépenses budgétaires engagées pour compenser la hausse du coût de la vie, puis prendra un tour plus restrictif en 2023 avec l'expiration des aides temporaires et la levée progressive du vaste dispositif de relance budgétaire adopté par le gouvernement pendant la pandémie, notamment de son programme d'investissements en infrastructures « prêts pour la mise en chantier » (équivalant à 1 % du PIB) devant être mis en œuvre d'ici à la fin de 2022. En riposte à la forte hausse des prix de l'énergie, le gouvernement a abaissé de 25 cents par litre les taxes prélevées sur les carburants ainsi que les redevances routières (RUC, *road user charges*) applicables aux véhicules diesel, et réduit de moitié le coût des transports publics pendant trois mois, à partir de la mi-mars. Le budget 2022 prolonge ces deux mesures de deux mois supplémentaires et met en place une aide au revenu temporaire, d'un montant de 350 NZD, en faveur des personnes gagnant moins de 70 000 NZD par an et ne remplissant pas les conditions requises pour percevoir le chèque énergie hivernal (*Winter Energy Payment*). Il conviendrait que toute nouvelle mesure prise pour lutter contre la hausse du coût de la vie soit mieux ciblée pour ne pas alimenter les tensions inflationnistes à court terme. Le

gouvernement devrait également envisager de reporter certains de ses investissements en infrastructures. À partir d'octobre 2021, la Banque de Réserve de Nouvelle-Zélande (RBNZ) a amorcé un processus de resserrement de sa politique monétaire et son taux directeur (*Official Cash Rate*, OCR) a atteint 2 % à la fin mai 2022. L'OCR devrait être porté à 3.9 % d'ici à la fin de 2023, en concentrant les relèvements plutôt en début de période pour ancrer les anticipations d'inflation. À partir de juillet 2022, la RBNZ commencera à se délester des obligations d'État qu'elle détient en grand nombre. Il convient de saluer l'accélération du relèvement de l'OCR à court terme et le lancement du processus de resserrement quantitatif, qui envoient le signal d'un engagement ferme en faveur de la stabilité des prix.

## La croissance économique va ralentir

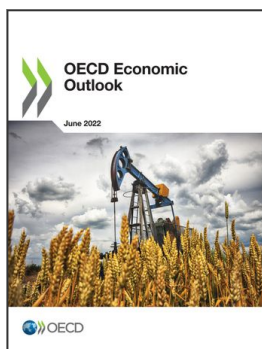
La consommation privée se redressera à partir du deuxième trimestre 2022, mais sera limitée par la forte inflation, un effet de richesse négatif lié à la baisse des prix des logements et des taux d'intérêt hypothécaires en hausse, dont 78 % feront l'objet d'une révision dans l'année. La réouverture des frontières ouvre la voie à une reprise progressive des exportations touristiques, qui représentaient 18 % des exportations totales juste avant la pandémie, ainsi qu'à l'arrivée de travailleurs migrants, ce qui réduira les pénuries de main-d'œuvre. Le redémarrage des voyages d'affaires internationaux et l'immigration de travail favoriseront l'investissement des entreprises et l'investissement résidentiel, en dépit de la baisse des prix du logement. L'inflation refluera modérément en 2023, le resserrement des politiques budgétaire et monétaire ralentissant la croissance et allégeant de ce fait les contraintes pesant sur les capacités.

Les risques de divergence par rapport aux prévisions sont orientés à la baisse. Une flambée de COVID-19 due à un variant plus virulent pourrait étouffer la reprise de la consommation privée. Une nouvelle escalade de la guerre en Ukraine et des sanctions contre la Russie pourrait se traduire par une inflation plus élevée et plus durable, et par un fléchissement de la demande extérieure. Des confinements prolongés dans les grandes villes de Chine, premier marché d'exportation de la Nouvelle-Zélande, entraîneraient aussi une baisse des exportations et renforceraient les tensions inflationnistes en amplifiant les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. En revanche, la réorientation de la Chine vers une politique moins stricte de lutte contre le COVID-19 permettrait de dynamiser les exportations et d'atténuer les difficultés rencontrées dans les chaînes d'approvisionnement.

## Les réformes structurelles pourraient ouvrir la voie à une croissance plus résiliente

Pour réduire les tensions inflationnistes et les pénuries de main-d'œuvre à court terme, le gouvernement devrait faciliter l'immigration de travail une fois les frontières totalement rouvertes en juillet 2022, en veillant au bon fonctionnement du nouveau système de visa de travail et d'accréditation des employeurs. Des mesures rapides et concrètes de renforcement de la concurrence dans la vente au détail de produits de consommation courante sont nécessaires, la Commission du commerce ayant pointé les prix et marges bénéficiaires élevés des grands acteurs de ce secteur, en comparaison avec d'autres pays, à cause d'une concurrence imparfaite. Renforcer la réserve de compétences numériques au niveau national, laisser la réglementation suivre le rythme de l'évolution technologique et encourager les exportations des entreprises exploitant les technologies numériques soutiendraient la transformation numérique et la productivité. La règle budgétaire annoncée en mai 2022, qui vise à maintenir un léger excédent budgétaire et à limiter la dette nette à 30 % du PIB, favorisera la viabilité à long terme des finances publiques dans un contexte de vieillissement démographique et d'augmentation des dépenses de santé. Par ailleurs, le gouvernement a révélé ses budgets d'émissions de gaz à effet de serre (en mégatonnes d'équivalent de dioxyde de carbone) d'ici à 2035, qui cadrent avec la réalisation de l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. Une augmentation des prix du carbone et des mesures complémentaires seront

nécessaires pour que la Nouvelle-Zélande atteigne ses objectifs de réduction d'émissions. Le Fonds d'urgence (*Climate Emergency Response Fund*), d'un montant égal à 1.4 % du PIB et mis en place sur les recettes du système d'échange de quotas d'émissions, financera des investissements dans la décarbonation du secteur du transport, la transition énergétique, l'atténuation des émissions issues de l'agriculture et les puits de carbone à long terme.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2022), « Nouvelle-Zélande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/b367a205-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.